



## Déclaration au CTL du 24/01/2019

Monsieur le président,

Au 1<sup>er</sup> septembre 2019, notre département aura perdu 115 emplois depuis 2009, 1 tiers de l'effectif actuel supprimé en onze ans !

- Onze années pendant lesquelles les agents des Hautes-Pyrénées se sont investis et mobilisés pour réaliser la fusion de la DGI et de la DGCP ;
- Onze années pendant lesquelles les agents des Hautes-Pyrénées se sont investis et mobilisés pour intégrer de très nombreuses nouvelles applications informatiques et évolutions de la loi fiscale, et notamment la dernière réforme en date du recouvrement de l'IR le PAS ;
- Onze années pendant lesquelles les agents des Hautes-Pyrénées se sont investis et mobilisés pour faire face aux réorganisations et aux suppressions de services ;
- Onze années pendant lesquelles les agents des Hautes-Pyrénées se sont investis et mobilisés sans le moindre remerciement, bien au contraire ;
- Onze années pendant lesquelles les agents des Hautes-Pyrénées se sont investis et mobilisés en voyant la constante dégradation des conditions de vie au travail, la perte des repères, la destruction des collectifs de travail par un management hors-sol, et depuis quelques temps la dégradation des applications informatiques ;
- Onze années pendant lesquelles les agents des Hautes-Pyrénées se sont investis et mobilisés en subissant les effets du gel du point d'indice, la disparition des avancements accélérés, la quasi disparition des plans de promotions internes, des pertes sèches de pouvoir d'achat, sans parler de la provocation consistant à verser à moins de la moitié des personnels une aumône de 200 € pour un « petite charge de travail supplémentaire » pour le PAS...

Et que nous annoncent notre ministre et notre directeur général ?

- Une reconnaissance pour toute la technicité acquise ?
- Une pause pour souffler un peu après tant d'efforts ?

Non, non, l'accélération des réformes et des suppressions d'emplois, la perte de tous les droits et de toutes les garanties négociés pour la fusion, l'industrialisation à outrance de nos missions rendant les travaux totalement inintéressants, une « géographie revisitée » sur base de mobilité forcée...

Comment allez vous, en serviteur loyal, décliner les objectifs qui vous ont été assignés en décembre :

- concernant les 6 postes comptables de moins de 5 agents qui ne seraient « plus en mesure d'exercer de façon satisfaisante leurs missions » ;
- concernant les 4 postes comptables exerçant la mission hospitalière qui doit être regroupée ;
- concernant les trésoreries à regrouper selon le principe « d'un poste comptable par EPCI » ;
- concernant les SIP et les SIE qui seront regroupés dans la limite de « 50 Equivalents Temps Plein » ?

Monsieur Bruno Parent a martelé un mot lors de ses vœux télévisés : VISIBILITE !

Alors, monsieur le Président, allez vous donner raison à notre directeur général et nous dire quels volumes de suppressions d'emplois ont été ciblés par SPIB en décembre et quelle configuration du département en 2021 vous allez proposer à la centrale le 15 février prochain ?

Parce que les agents des Finances publiques du département ont besoin de visibilité et la réclame, parce que la confiance est de plus en plus entamée, votre réponse à nos questions conditionne notre présence à l'instance de ce jour.